

# Ruée sur les terres agricoles du Sud



Depuis 2000, 2% des terres agricoles mondiales ont été achetées dans les pays du Sud par des Etats ou des entreprises privées, ce qui équivaut à la superficie de l'Allemagne et de la France réunies. KEYSTONE

## SERGE GUMY

Plus de 80 millions d'hectares. Depuis 2000, 2% des terres agricoles mondiales ont été achetées dans les pays du Sud par des Etats ou des entreprises privées, ce qui équivaut à la superficie de l'Allemagne et de la France réunies. Sur place, cette course à la terre entraîne expropriations et spéculation. Les Nations Unies ont appelé hier à encadrer cette fièvre foncière. Fièvre que Peter Messerli observe attentivement. Le Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne dont il est le directeur vient de publier un rapport sur cet inquiétant phénomène. Interview.

## Pourquoi cette ruée sur les terres agricoles du Sud?

**Peter Messerli:** La croissance attendue de la population mondiale explique cette course aux terres agricoles, la crise financière certainement aussi. Elle a fait exploser le prix des produits alimentaires et miné la confiance dans le marché global. Des Etats veulent donc assurer leur approvisionnement direct en nourriture. Enfin, les biocarburants, dopés par la perspective de la fin du pétrole, augmentent l'attrait des terres agricoles.

Dans les faits, cependant, seule une petite partie des terres achetées le sont pour être cultivées. Cela démontre l'importance de la spéculation. Les marchés savent que la terre est un bien rare et par là même un investissement sûr dont la valeur va croître. En effet, on devra produire 70% de produits alimentaires en plus à l'horizon 2050 pour nourrir 9 milliards d'humains.

## Quels pays sont-ils les plus touchés?

70% des investissements se concentrent dans 11 pays, dont 7 africains (Soudan, Mozambique, Ethiopie, Zambie, République démocratique du Congo, Tanzanie, Madagascar). 5 à 25% des terres agricoles font l'objet de transactions dans ces pays où l'agriculture est forte mais où la faim se fait sentir. Une situation que ces investissements aggravent, la plus grande part des produits agricoles étant exportée.



## «Les marchés savent que la terre est un bien rare»

PETER MESSERLI

## Qui vend? Les Etats? Les paysans eux-mêmes?

Pour environ 30% des cas et des surfaces concernées, ce sont les Etats qui vendent les terres appartenant aux paysans. Ces derniers ne possèdent pas formellement de titre de propriété, ils vivent sur des terres exploitées par leur famille depuis plusieurs générations mais qui appartiennent à l'Etat. Ce régime d'usufruit entre soudain en concurrence avec la culture de biocarburants ou le passage à une agriculture extensive. Des populations sont alors chassées et des villages entiers sont déplacés, comme ce fut le cas au Cambodge.

## Qui achète?

Ce sont avant tout des compagnies privées, qui ont un intérêt direct aux produits cultivés ou aux biocarburants. Derrière ces

sociétés se cachent en outre deux types d'acteurs: des investisseurs institutionnels (caisses de pension, equity funds) qui cherchent des rendements importants, et des géants de l'alimentaire comme Nestlé et McDonald's, qui veulent en même temps des produits de haute qualité et la sécurité de l'approvisionnement.

## Mais des Etats figurent aussi au rang des investisseurs.

On distingue là trois groupes: les pays émergents (Inde, Chine, Brésil, Afrique du Sud). Ensuite, il y a les pays du Golfe et d'Afrique du Nord. Enfin, on trouve des pays occidentaux, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne

ou la Suède.

## Et la Suisse?

On présume que la Suisse joue un rôle dans la course aux terres du Sud, que ce soit au travers de certaines firmes comme Glencore et de sa place financière. Quant à la Confédération, elle n'a pris aucune mesure de régulation, contrairement à la Norvège, qui a fixé un cadre strict à l'engagement de fonds publics.

## Ces ventes concernent-elles des terres nouvelles ou des terres déjà cultivées?

Il y a un mythe selon lequel ce sont des terres inutilisées qui sont vendues. Leur vente contribuerait donc à augmenter la surface agricole totale. Mais quand on regarde la situation à l'échelle locale, ce sont essentielle-

ment des champs, des pâturages, des vergers, des forêts utilisées par les populations locales qui sont touchées. Elles ne sont peut-être pas cultivées de manière intensive, mais elles sont bel et bien utilisées.

## Ces investissements ne sont-ils pas utiles aux pays du Sud?

Jusqu'ici, on a créé à mon avis plus de problèmes qu'on en a résolus, parce que ces transactions ne sont pas transparentes et parce qu'on introduit à travers elles des techniques de culture mécanisée qui ne sont pas adaptées à ces pays. Il ne sert à rien de vouloir produire à grande échelle dans des régions qui, mis à part l'agriculture, n'ont pas de quoi employer leurs habitants. Et si on les chasse de leur campagne, ils viendront en ville au risque d'y sombrer dans la pauvreté.

## Que faire pour améliorer la situation?

Hier, le Comité de la sécurité alimentaire, qui dépend des Nations Unies, a adopté des directives volontaires concernant l'achat de terres agricoles. Elles sont soutenues par près de 200 pays et constituent par conséquent une base solide. Par ailleurs, les différentes filières (huile de palme, par exemple) peuvent se doter de standards propres. De son côté, la Direction suisse du développement et de la coopération d'Eclosion - indique qu'un site internet listant des contacts utiles sera lancé la semaine prochaine.

## Jouer sur les synergies

Que les jeunes pousses débarquant dans le secteur de la biotech ne s'attendent pas à ce qu'une route pavée s'ouvre devant elles. Dans le secteur de la pharma, les procédures pour les essais cliniques sont très bureaucratiques, les autorisations de mise sur le marché lentes et les problèmes de remboursement de nouveaux médicaments nombreux, tonne depuis plusieurs années la faillite Interpharma. Nos trois experts relativisent: globalement, la Suisse propose des conditions-cadres extrêmement favorables aux acteurs de l'innovation.

«La Confédération soutient le développement biotechnolo-

## REPÈRES

### Les chiffres

> **Surfaces touchées**  
83,2 millions d'hectares agricoles auraient été vendus depuis 2000.

Après une forte hausse en 2009, le mouvement s'est ralenti en 2010.

> **Plantes cultivées**  
26% des surfaces vendues étaient consacrées à des cultures vivrières, 17% à des cultures non vivrières, 31% à des plantes à usage multiple (alimentation ou biocarburant) et 26% au fourrage.

> **Surfaces cultivées**  
Sur les 83 mio d'hectares vendus, la production agricole a démarré sur 21 mio (de manière certifiée sur 13 mio).

> **Origine des investisseurs**  
La Chine est en tête (11,6 mio d'hectares achetés), devant l'Arabie saoudite, le Brésil, les Emirats arabes unis, la Corée du Sud, l'Inde, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Parmi les Etats, c'est l'Inde qui est le plus gros acheteur.

> **Sur internet**  
www.landportal.info/landmatrix. SG

# La biotech suisse est bien en vie

**POSTES BIFFÉS** • *Après ceux de Merck Serono, c'est au tour des employés d'Actelion de trembler. La Suisse aurait-elle mal à son innovation? Loin s'en faut, selon nos experts, mais le secteur suisse de la biotechnologie ne doit pas se reposer sur ses lauriers. Enjeux.*

## PATRICIA MICHAUD

La biotech helvétique est à peine remise du choc provoqué par l'annonce abrupte de la fermeture du siège genevois de Merck Serono qu'elle doit faire face à une nouvelle menace de suppression d'emplois, du côté de Bâle cette fois. Mardi, le patron d'Actelion Jean-Paul Clozel a évoqué une accélération des mesures de réduction des coûts, sans préciser la taille de la coupe dans les effectifs.

Erigée en exemple à l'étranger, régulièrement dans le haut des classements comparatifs internationaux, la biotechnologie suisse est-elle en train de perdre de son éclat? Plus inquiétant encore: notre pays a-t-il mal à son innovation? Trois experts calment le jeu.

## Changement de modèle

«Ce qui me surprend dans l'affaire Merck Serono, c'est la brutalité de la nouvelle. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette réduction massive des effectifs, aussi lourde de conséquences soit-elle, ne signifie de loin pas la fin de la place

biotechnologique suisse, qui demeure par ailleurs très compétitive.» Pour Benoît Dubuis, le président de BioAlps (l'association faîtière de la branche pour la Suisse occidentale), un des meilleurs exemples de cette compétitivité se trouve en terres fribourgeoises, où le groupe belge UCB Farchim vient de poser la première pierre de sa nouvelle unité de production, avec à la clé la création de 140 emplois.

Oreste Ghisalba, responsable biotech auprès de la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI), renvoie pour sa part aux chiffres rassurants du «Swiss Biotech Report 2012»: si le secteur a concédé une baisse de son chiffre d'affaires global l'an dernier (8,7 milliards de francs contre 9,3 milliards en 2010), celle-ci est due presque entièrement aux effets de change. Quant à Anna Bozzi, du département biotech de l'organisation économique Scienceindustries, elle souligne que le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) prévoit une

nouvelle année de croissance pour le secteur en 2012 (1,8%).

Pour expliquer les difficultés que connaissent plusieurs grandes entreprises pharmaceutiques suisses, Benoît Dubuis rappelle deux phénomènes qui touchent la branche au niveau mondial. Premièrement, «le modèle de la pharma est en train de se redéfinir et les sociétés doivent repeupler leurs différents portefeuilles.» Par ailleurs, la recherche conduisant à l'élaboration de nouveaux produits «se virtualise et s'externalise, ce qui constitue des opportunités pour les start-up», qui voient dans ces partenariats ou acquisitions une façon de financer le développement de leurs produits.

## L'avenir dans les start-up

Justement, ce sont plutôt les petites structures qui caracolent à la pointe de l'innovation suisse, affirme Oreste Ghisalba. «La preuve: des géants comme Novartis et Roche rachètent des start-up et, plutôt que de les englober, leur

laissent une certaine marge de manœuvre» afin de ne pas casser leur élan. Dans ce contexte, un dégraissage massif, «vu sous un certain angle, est une bonne chose. Ou du moins, on peut en faire une bonne chose.»

Le responsable de la CTI fait référence à la fusion de Ciba et Sandoz en 1996, qui a donné lieu à la création du Novartis Venture Fund. Dotée d'un capital de départ de 100 millions de francs, cette structure avait pour but de soutenir des projets novateurs et créateurs d'emplois dans le domaine des sciences de la vie, afin d'atténuer les effets de la suppression de 10% des effectifs du mastodonte bâlois. «Ce fonds a été un vrai succès!»

Du côté de Genève, une solution similaire est en train de se dessiner. Merck Serono a débloqué une enveloppe de 30 millions de francs pour poursuivre certains programmes de recherche non prioritaires. Une partie des employés sur le carreau bénéficieront donc d'un coup de pouce pour

lancer leur propre boîte. Ils seront notamment épaulés par Index Ventures, leader mondial du capital-risque, et Eclosion, incubateur public des sciences de la vie. Benoît Dubuis - également directeur d'Eclosion - indique qu'un site internet listant des contacts utiles sera lancé la semaine prochaine.

gique, que ce soit via le Fonds national, la CTI ou encore les Ecoles polytechniques fédérales», note Anna Bozzi. Benoît Dubuis ajoute à cette liste la stabilité politique de la Suisse - qui évite que la législation concernant la recherche ne soit sans cesse révisée - et la flexibilité de la main-d'œuvre. La preuve que les conditions-cadres helvétiques sont bonnes? «En Suisse, près des deux tiers du budget alloué à l'innovation émanent des entreprises elles-mêmes, contre un tiers seulement de l'Etat. En Allemagne, ce taux est inversé», note Oreste Ghisalba.

Reste que la concurrence internationale est féroce, d'autant que des pays comme la Chine, l'Inde ou Singapour capitalisent de plus en plus sur les domaines des sciences de la vie. La Suisse ne peut pas se reposer sur ses lauriers. Elle se doit d'être (ré)active, notamment en misant sur une de ses cartes secrètes: les synergies entre la biotech et la medtech, deux secteurs où elle excelle. I